



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AEROLYCE

ZA Le Monteil Haut
87300 BELLAC

Références : UiD872026-77

Code AIOT : 0006004392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement AEROLYCE implanté ZA Le Monteil Haut 87300 Bellac. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AEROLYCE
- ZA Le Monteil Haut 87300 Bellac
- Code AIOT : 0006004392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AEROLYCE est spécialisée dans le traitement de surface de pièces pour l'industrie aéronautique. Elle fait partie du groupe NIMROD.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
7	Modifications - Porter à connaissance et installation provisoire	Arrêté Préfectoral du 12/08/2014, article 1.71	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de l'exploitant d'une part la finalisation de son document DRPCE et des procédures liées, d'autre part l'intégration dans ce document des zones ATEX prévues, objet des aménagements en cours dans l'extension des locaux de production (ateliers qui pourraient être fonctionnels prochainement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]

Constats :

Le Document relatif à la Protection contre les Explosions (DRPCE) présenté par l'exploitant, est à l'état de projet. Il a été élaboré sur la base des locaux existants en 2023 et n'intègre pas les activités prévues au niveau de l'extension des locaux, et qui sont susceptibles de débuter dans les prochaines semaines.

L'exploitant a en effet présenté un document intitulé « projet de DRPCE » daté du 20/09/2023 et un plan d'identification des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. Ce DRPCE a été rédigé suite à des interventions techniques relatives aux différentes phases de l'analyse des risques (zonage, audit d'adéquation, évaluation des risques et création de la trame du DRPCE).

Il fait état de mesures d'améliorations à envisager pour lesquelles l'exploitant a justifié d'un plan de suivi des mesures à réaliser et à prévoir.

Il ressort de ce document que certaines mesures n'ont pas été soldées :

- garantie de la bonne adaptation de certains équipements (ex. aspirateurs pour le nettoyage des cabines de peinture) ;
- établissement d'une procédure d'achat ;
- éléments à intégrer pour la vérification technique périodique du réseau de gaz ;
- mise en place d'une vérification périodique des liaisons équipotentielles et des mises à la terre ;
- mesures sur l'utilisation de film de protection antistatiques, etc.

Concernant la mise à jour du DRPCE, le document prévoit une mise à jour annuelle concernant laquelle l'exploitant a indiqué avoir programmé la première mise à jour annuelle pour le 30/06/2026.

Enfin le document DRPCE indique en mention finale : « *Il convient à AEROLYCE SARL de renseigner en conséquence son Document Unique et de renouveler son analyse en cas de changement notable d'équipements ou d'activité.* »

Or, outre le fait que le DRPCE demeure à finaliser, il appartient à l'exploitant d'y intégrer les zones d'activités prévues prochainement dans l'extension du bâtiment. Sont notamment concernées les cabines de peinture à l'intérieur desquelles, l'Inspection a pu constater (dans le cadre de leur aménagement en cours), la présence de pompes de peinture présentant un marquage ATEX (utilisation conformément à la Directive 2014/34/EU). Ce même type de marquage a pu être également constaté sur deux pompes de peinture en cours de fonctionnement dans le local de préparation contigu à la cabine de peinture du bâtiment existant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera sous trois mois à l'Inspection :

- **d'un DRPCE actualisé et finalisé en cohérence avec son étude de dangers actualisée également**

<p>au regard de l'extension des locaux,</p> <ul style="list-style-type: none"> - de plans associés au DRCPE actualisés ; - de la réalisation des éléments, visés en page 38 paragraphe « 7 conclusions » du DRCPE, et non soldés ; - de la vérification des éléments, visés aux points suivants du présent rapport d'inspection, en lien avec la thématique ATEX.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...]; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié d'un plan des zones à risques susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'explosion.</p> <p>Bien que les zones à risque ne semblent pour l'instant pas impactées, l'inspection note que le plan ne fait apparaître que la partie ancienne du bâtiment (sans l'extension du site déjà construite) et qu'il devra être actualisé sans délai à cet égard puis de façon régulière au fil des aménagements en cours de l'extension.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur</p>

de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : La visite sur site a permis de constater par sondage (zone stockage de déchets et local préparation peinture de la partie « ancienne » du bâtiment), l'identification, en cohérence avec l'étude, de : - la présence de la signalétique ; - la présence des consignes à observer ; Le niveau de la zone n'est en revanche pas mentionné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de la vérification de l'adéquation de l'identification des zones à risques au regard de son DRPCE et de l'intégration du niveau de la zone (Gaz : Zone 0, 1, 2 / Poussière : Zone 20, 21, 22) à ce marquage. Ces éléments sont également à considérer pour l'extension en cours d'aménagement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Le document DRPCE de l'exploitant prévoit des actions de prévention ou de protection à mettre en œuvre pour réduire le niveau de risque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien identifié dans son document RPCE le niveau requis des appareils utilisés en atmosphère explosible.</p> <p>Certains équipements sont identifiés dans ce document comme devant faire l'objet d'une adaptation à cet égard et l'exploitant reconnaît quelques éléments à finaliser à cet égard (cf. demande de justifications sollicitée au point 1 du présent rapport d'inspection - « réalisation des éléments, visés en page 38 paragraphe 7 conclusions du DRCPE de 2023»).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification périodique de ses installations électriques faisant ressortir un suivi régulier des suites, puisqu'il ne concerne que des 1^{ers} signalements (3 observations au niveau des installations « basse et très basse tension »).</p> <p>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de la prise en compte du volet ATEX dans les rapports de vérification périodique de ses installations électrique à venir.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Modifications - Porter à connaissance et installation provisoire

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2014, article 1.7.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modifications - Porter à connaissance et installation provisoire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation,

Le rapport d'inspection de la précédente visite du 16/07/2024 mentionnait :

L'exploitant transmettra sous deux mois à l'Inspection son dossier actualisé en conséquence, lequel devra par ailleurs intégrer ou faire apparaître de façon précise et détaillée, l'ensemble des éléments modifiés au regard de la précédente version ainsi que :

- la prise en compte de l'impact des évolutions vis-à-vis des études sur les risques sanitaires et technologiques ;
- un plan sur lequel figure l'emplacement des parcelles, tel que mentionné au dernier alinéa de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral (A.P.) du 12 août 2014 et qui stipule « *Les installations...sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté* » ;
- un descriptif détaillé des différentes chaînes de traitement permettant notamment l'actualisation de l'ensemble des données du tableau « *Conduits et installations raccordées* » de l'article 3.2.3 de l'AP du 12 août 2014 ;
- la référence à l'analyse ATEX du site prévue dans la réponse du 26 mai 2023 au point n° 10 du rapport de l'inspection du 28 février 2023 ;
- la validation par le SDIS du dossier actualisé.

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de porter à connaissance, la vigilance de l'exploitant est attirée sur le fait que :

- le bénéfice de l'antériorité ne vaut que pour les parties existantes du bâtiment. Pour les nouveaux bâtiments et nouvelles activités, la réglementation s'applique sans mesures restrictives.
- l'autorisation d'exploitation des installations est délivrée sur la base des éléments de son dossier de porter à connaissance et que le non-respect de chacun des éléments qu'il contient est susceptible de constituer une non-conformité réglementaire.

Constats :

Actualisation du dossier de PAC

Par transmission du 22/12/2025 (v. du 19/12/2025), l'exploitant a communiqué à l'Inspection une actualisation de son dossier de porter à connaissance pour l'extension de ses locaux de production. Cette transmission constitue un amendement au dossier du 31/05/2023 modifié le 29/09/2023 puis le 29/02/2024).

L'instruction par l'Inspection du dossier actualisé est en cours et permettra un ajustement en conséquence du projet d'arrêté préfectoral complémentaire tel que présenté à l'exploitant lors de la précédente inspection du 16 juillet 2024.

Principaux éléments du dossier actualisé :

La confirmation de l'annonce faite par l'exploitant début 2025 à savoir, l'abandon de la seconde ligne de traitement de surface (TS) et l'ajout de 2 bains dans la partie de l'ancien bâtiment.

Ainsi,

- le nouveau bâtiment ne sera pas équipé de ligne de TS et ne comprendra que des cabines de peintures (poudre) et un atelier laser.
- la partie existante fait l'objet d'ajout de bains, dont un qui était prévu initialement sur la ligne TS du nouveau bâtiment, avec le maintien dans l'immédiat de l'utilisation d'alodine (chrome IV).

Constat des évolutions lors de la visite :

- les travaux d'aménagement de cabines de peintures au niveau de l'extension du bâtiment
- le déplacement du hangar composé d'une structure en acier galvanisé et bâche PVC installé initialement pour la période de travaux et que l'exploitant a souhaité pérenniser en vue du stockage de matériel logistique (équipement non visité lors de l'inspection).

L'exploitant a transmis le 12/03/2026, dans la suite de l'inspection une information relative au nouveau positionnement de ce hangar sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite